

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

**CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Assemblée Plénière du lundi 18 décembre 2023

Membres en exercice : 26  
Présents : 16  
Procuration(s) : 5  
Absent(s) : 5  
Nombres de votants : 21  
Votes pour : 20  
Vote(s) contre : 1  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : mardi 5 décembre 2023

**DELIBERATION N°DL\_AP2023\_0283**

**MOTION**

**Portant sur la SAISINE DU PARQUET NATIONAL ANTITERRORISTE (PNAT) AU SUJET DES ACTES DE TERRORISME PERPÉTRÉS DANS LE DÉPARTEMENT DE MAYOTTE**

L'an deux mille vingt-trois, le dix-huit décembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Assemblée Plénière, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Daniel ZAIDANI, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Sohirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

**Conseillers départementaux représentés :**

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Monsieur Saindou ATTOUMANI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE donne pouvoir à Madame Rosette VITTA, Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA donne pouvoir à Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Monsieur Nadjayedine SIDI donne pouvoir à Monsieur Madi Moussa VELOU

**Conseillers départementaux absents :**

Monsieur Salime MDERE, Madame Nadjima SAID, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Madame Zaounaki SAINDOU

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Hélène POLLOZEC

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération n°DL\_AP2021\_00197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu l'article 38, section 4, chapitre III du Règlement intérieur du Conseil départemental de Mayotte relatif aux motions, vœux et questions orales ;

**Considérant** la motion portant sur la « SAISINE DU PARQUET NATIONAL ANTITERRORISTE (PNAT) AU SUJET DES ACTES DE TERRORISME PERPÉTRÉS DANS LE DÉPARTEMENT DE MAYOTTE » présentée par M. Soula SAÏD SOUFFOU, conseiller départemental de SADA ;

Après en avoir débattu,

Par 20 voix Pour

1 voix Contre : Monsieur Ben Issa OUSSENI

Le Conseil Départemental,

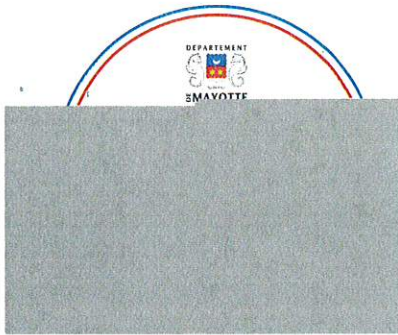
### DEMANDE AU PARQUET NATIONAL ANTITERRORISTE (PNAT)

- Article 1 :** De diligenter une enquête approfondie permettant de confirmer la qualification juridique des actes de violences quotidiennes subis par la population de Mayotte considérés par les élus du Conseil départemental comme étant de nature terroristes ;
- Article 2 :** D'identifier et remettre aux autorités judiciaires tous les individus impliqués de près ou de loin à ces actes ;
- Article 3 :** De permettre à la justice de juger pour acte de terrorisme tous les individus appréhendés et restant à appréhender en cas de confirmation de commission d'actes de terrorisme en relation avec ladite organisation ;
- Article 4 :** En application des dispositions de l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de L'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI





**Soula SAID-SOUFFOU**  
**Conseiller départemental**  
**de SADA-CHIRONGUI**

*Le 18 décembre 2023*

**SAISINE DU PARQUET NATIONAL ANTITERRORISTE (PNAT) AU SUJET  
DES ACTES DE TERRORISME PERPÉTRÉS DANS LE DÉPARTEMENT DE  
MAYOTTE**

**Exposé des motifs**

Mayotte est manifestement attaquée par une organisation de nature terroriste. Les notions de « sentiment d'insécurité » et de « délinquance de survie » jusqu'ici utilisées, par les uns et les autres, comme grille de lecture de la violence ne sont plus opérantes devant la multiplication des actes de barbarie, de vandalisme et de terrorisme perpétrés quotidiennement dans le cadre d'une entreprise collective dans le département de Mayotte.

Cette **entreprise collective** qui se manifeste à travers le déploiement de bandes criminelles, régulièrement filmées sur la voie publique ou qui se filment elles-mêmes puis diffusent les images de terreur sur les réseaux sociaux, cause des troubles graves et répétés à l'ordre public par la terreur qu'elle engendre.

Son **mode opératoire** a significativement évolué. Hier armés d'armes blanches, aujourd'hui dotées d'armes à feu, les bandes organisées se livrent aux **agressions violentes, aux meurtres, au vandalisme, aux incendies criminelles** sur des véhicules sur la voie publique, partout sur le territoire départemental, le jour comme la nuit.

Chaque jour, les bandes criminelles portent volontairement **atteintes à la vie, à l'intégrité physique et moral des citoyens, et se livrent aux enlèvements**. Régulièrement, les auteurs de ces actes de terrorisme annoncent leurs intentions de passer à l'acte plusieurs jours à l'avance sur les réseaux sociaux.

Pendant, la commission des actes de terrorisme, les bandes se livrent collectivement à des **destructions, des dégradations, des détériorations, des extorsions, des braquages sous la menace d'une arme, des vols et des attaques à main armée** à l'endroit des automobilistes souvent pris au piège des barricades inopinées et des embouteillages générés par ces troubles à la circulation. Cette organisation criminelle n'hésite pas à s'attaquer à **l'intégrité physique des personnes** y compris quand elles se trouvent dans leurs domiciles privés.

Une telle **organisation est manifestement structurée** car disposant d'une capacité à créer plusieurs attaques simultanées à différents endroits du territoire, obligeant les forces de l'ordre à se diviser, créant, par conséquent, un **sentiment de terreur sur l'ensemble du territoire**. Les médias officiels font régulièrement état de ce mode opératoire.

La communication de ladite organisation, sur le terrain et sur les réseaux sociaux, semble avoir pour **objectif de provoquer la terreur** par l'exhibition d'armes blanches en grande quantité et d'armes à feu et par la profération de messages haineux à l'endroit des Mahorais visés comme population.

Enfin, le **caractère politique des actes** suivants perpétrés par cette organisation semble manifeste :

- 1.
2. Diffusion de messages haineux envers la France sur les réseaux sociaux.
3. Incendie criminel de la mairie de Koungou, du siège de l'intercommunalité de la Petite-Terre, de permanences d'élus, d'un camion de la gendarmerie nationale et de plusieurs véhicules officiels appartenant, notamment, à des responsables politiques de premier plan.
4. Caillage régulier des véhicules des forces de l'ordre et de la sécurité civile.
5. Agression ciblée des élus de la république et des dépositaires de l'autorité publique.
6. Appels répétés au meurtre visant les Mahorais à travers des vidéos explicites.

### Propositions

**Pour tous ces motifs, les élus du conseil départemental, réunis en assemblée plénière le lundi 18 décembre 2023, demandent au parquet national antiterroriste (PNAT) :**

1. De diligenter une enquête approfondie permettant de confirmer le caractère terroriste de l'organisation à l'origine des actes de terrorisme perpétrés quotidiennement dans le département de Mayotte.
2. D'identifier et remettre aux autorités judiciaires tous les individus impliqués de près ou de loin à ces actes.
3. De permettre à la justice de juger pour acte de terrorisme tous les individus appréhendés et restant à appréhender en cas de confirmation de commission d'actes de terrorisme en relation avec ladite organisation.